

Simulation de prise d'otage : ce qui ne tue pas rend-il vraiment plus fort Madame la Directrice ?

Le 24 juin 2021, un exercice « plus vrai que nature » s'est déroulé au sein du CP de Borgo, et plus précisément dans les locaux du SPIP situés au cœur de la détention. Il s'agissait d'une simulation de prise d'otage, dont l'organisation était assurée par le chef d'établissement et les ERIS. Il a été demandé à une collègue CPIP de jouer le rôle de la victime, et à un agent de l'ERIS celui du détenu/preneur d'otage. La désorganisation, le manque de communication et l'amateurisme des initiateurs de cet exercice ont immédiatement été remarqués :

- Le surveillant « socio », chargé de la sécurité du SPIP, est immédiatement intervenu et a été victime de coups au visage de la part de l'agent ERIS.
- Un (vrai) détenu présent au SPIP s'est également jeté sur l'agresseur pour tenter de défendre les agents pénitentiaires.
- La collègue CPIP a été bousculée et a été blessée au cours de l'intervention.

Le collègue surveillant n'était pas averti de l'organisation de cette simulation dans les locaux du SPIP. Sans rentrer dans les détails que la Direction de l'établissement connaît, l'indélicatesse dans le choix du lieu et des personnes (celle du surveillant socio) est manifeste. En outre, cette même Direction n'a pas pris le soin de vérifier, en amont de cette intervention, qui était présent dans le service. Il est inconcevable et irresponsable qu'un tel exercice soit organisé en présence de détenus et donc que la population pénale participe à ce type d'exercice. Pour compléter le désordre, la psychologue du personnel n'était pas non plus informée de cette simulation et n'était donc pas présente à l'issue de l'exercice dans les locaux du SPIP. Et comme si le tableau n'était déjà pas suffisamment garni, l'alarme portable n'a pas fonctionné lorsqu'un agent a tenté de la déclencher...

Le comble de la situation est que le SPIP se retrouve aujourd'hui dans une situation où les conditions de sécurité sont nettement inférieures à celles qui précédaient l'exercice !

Effectivement, le lendemain et le surlendemain il n'y avait plus de surveillant pour assurer la sécurité des agents travaillant au SPIP.

Notre collectif tient à souligner l'inadaptabilité structurelle des locaux du SPIP au sein de l'établissement de Borgo. Ils sont situés au cœur de la détention, séparés des coursives par une porte blindée. Les bureaux sont relativement exigus et les personnels s'y retrouvent enfermés à clé en présence des personnes détenues. La présence d'un surveillant socio y est donc indispensable.

Le collectif CGT SPIP de Haute-corse adresse tout son soutien au surveillant socio et aux agents du SPIP présents lors de cet événement.

Si l'équipe du SPIP a reçu le soutien immédiat de sa direction suite à cet incident, elle attend toujours un mot de la direction de l'établissement autre que « ce qui ne tue pas rend plus fort », et surtout les actes qui s'imposent pour sécuriser l'ensemble du personnel pénitentiaire !